

L'émigration des jeunes vers l'inconnu

«L'Allemagne a besoin de 70.000 ingénieurs. Les candidats peuvent y accéder soit par le biais de l'émigration soit à travers les investissements allemands en Espagne». Ce genre d'offre de travail, destinée aux jeunes, paraît fréquemment dans les médias espagnols. Il traduit l'intérêt réciproque de sceller une forte coopération en matière d'emploi entre les gouvernements et Bonn et Madrid. Derrière ce message, tout observateur a le droit de s'interroger sur l'engouement des Allemands pour le marché de travail espagnol. Plusieurs arguments logiques s'imposent.

D'abord, l'Allemagne d'Angela Merkel aspire à préserver sa bonne image d'investisseur sérieux. Ensuite, la solidarité au sein de l'Union Européenne (UE) exige le soutien d'un important partenaire en crise comptant plus de 46 millions consommateurs. Enfin, la croissance du chômage en Espagne entraînerait une augmentation des prestations au profit des sans-emploi à puiser dans les fonds de l'UE.

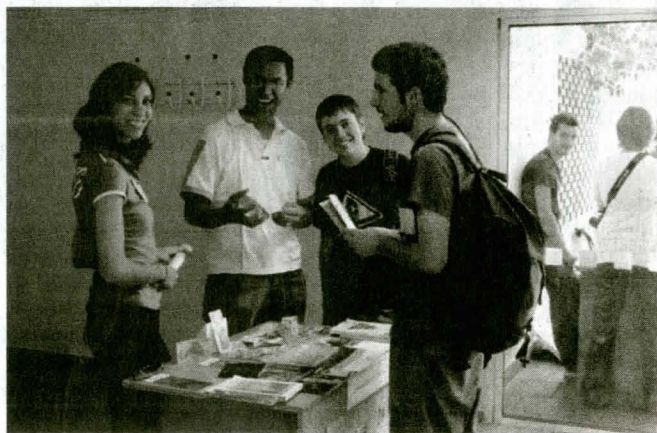
Toutefois, le chômage affecte près de 50% des jeunes de moins de 24 ans, soit deux fois le taux de chômage en Espagne. Les chiffres sur l'émigration des Espagnols donnent du vertige dans un pays qui était, il y a seulement une décennie, la plus importante destination du monde de flux migratoires internationaux.

Certaines statistiques parlent de 300.000 émigrés espagnols durant les trois dernières années alors que d'autres mettent en garde contre le désinvestissement en capital humain et la fuite de cerveaux pour lesquels l'ensemble de la société a consenti d'énormes dépenses. C'est une situation similaire que vivent d'autres pays de la rive sud de la Méditerranée tels le Maroc.

Certains secteurs commencent à ressentir un manque en main-d'œuvre spécialisée, en médecins et en ingénieurs.

Les universités, des fabriques de chômeurs élégants

Depuis l'entrée en vigueur de manière définitive en 2010 du Plan de Bologne, qui comporte les fondements de l'Espace européen d'éducation supérieure (ESES), l'inscription aux diplômés d'études supérieures universitaires s'est énormément accrue passant de 83.700 étudiants en 2009/2010 à 108.433 en 2010/2011. Ces données justifient la prise de conscience par les jeunes licenciés de l'importance des études spécialisées en prévision d'accès au marché du travail. Sur le terrain, une étude réalisée par le centre d'investigation sur le marché professionnel ADECCO révèle que sur les 756.888 offres d'emploi en Espagne, la demande d'études spécialisées a été supérieure de 7% aux offres à Madrid, en Catalogne et en Andalousie. La catégorie «directeur» est celle qui représente une grande demande de cette formation du fait que 11,45% des offres de travail l'exige. Ceci signifie que l'entreprise demande des cadres universitaires spécialisés dotés de plusieurs années d'expérience. L'actuelle année universitaire en Espagne compte plus de 5.300 programmes supérieurs, dont des doctorats et masters. Uniquement à Madrid, 1.000 de ces programmes sont offerts aux étudiants soit 16,5% de plus que lors de l'année universitaire précédente. Cette formation a une fonction bien précise dans le processus d'insertion professionnelle qui vise à renforcer les chances d'accès au premier emploi et préparer la promotion des professionnels avec expérience. D'après une enquête réalisée durant l'année universitaire 2010/2011, le Cercle de formation spécialisé en cours supérieurs, 36% des étudiants qui se sont rendus à la Foire internationale des études après licence assurent que s'ils comptent faire un master, ils devront le payer avec leurs propres économies alors que



36% autres affirment qu'ils demanderont à leurs parents de le financer. 40% des étudiants interrogés révèlent qu'ils choisissent le programme qui s'adapte le mieux à l'emploi qu'ils cherchent, 19% préfèrent avant tout le prestige de l'institution qui donne le cours, 16% prend comme référence la bourse du travail, 13% prend en compte le prix avant de décider de s'inscrire à un cours alors que 7% préfèrent évaluer les futurs contacts qu'il pourra effectuer. Outre cette problématique qui s'impose à l'étudiant quant au choix du cours/master à suivre, plus de 64% des étudiants espagnols seraient disposés à émigrer au cas où se présente une opportunité de travail, signale une enquête d'ADECCO.

Où vont les jeunes émigrés espagnols ? Depuis 2009, près de 350.000 espagnols ont émigré, indique le Registre municipal de la population résidente à l'étranger relevant de l'institut espagnol de la statistique. Uniquement jusqu'à août dernier, un total de 114.057 Espagnols ont pris le chemin de l'étranger, dont 83.763 sont partis pour l'Amérique et 26.222 vers des pays européens. Selon ces statistiques, 8.273 ont émigré vers la France, 4.780 vers le Royaume Uni, 3.262 vers l'Allemagne et 3.141 vers la Suisse. Toutefois, 22.073 ont pris le chemin de l'Argentine, 13.362 vers Cuba, 8.362 vers le Brésil, 7.959 vers le Mexique et

7.134 vers les Etats-Unis. Ceux qui optent pour l'étranger sont dans leur majorité des jeunes licenciés universitaires ou des professionnels de 25 à 30 ans sans responsabilité familiale et dotée d'une haute qualification. D'après des études menées par les instituts spécialisés du marché du travail, ADECCO et Ranstad, l'éventail de professions sollicitées par le marché du travail est bien défini par secteurs. A titre d'exemple, dans la catégorie de l'informatique et des nouvelles technologies, les ingénieurs de télécommunications, de production, les directeurs d'ingénierie, ingénieurs techniques et mécaniques sont très sollicités. D'autres secteurs sont également concernés tels la santé et le bien-être, les énergies renouvelables ou le secteur social. Eu égard à la situation de l'Espagne, le mouvement migratoire dans le monde obéit à un reflux de la main d'œuvre. L'Espagne demeure un cas unique. Il y a seulement six ans, ce pays nécessitait une nombreuse main-d'œuvre économique. Le secteur du bâtiment a entraîné dans sa chute la quasi-totalité des activités économiques provoquant des indices de chômage record et condamnant à la banqueroute des entreprises qui cotaient à la bourse, et à la marginalisation des catégories sociales vulnérables.

**DNC à Madrid,
Mohamed Boundi**